

**Union européenne - Entretien de
Mme Nathalie Loiseau, ministre
chargée des affaires européennes,
avec "France Culture"**
(Paris, 30 novembre 2018)

Q - Bonjour Madame.

R - Bonjour.

Q - Une première question, Madame Loiseau : ce matin, face à la fermeté du gouvernement envers les Gilets jaunes, un homme politique a déclaré : "à un moment, on ne peut pas gouverner contre le peuple". Peut-être savez-vous déjà à qui revient cette déclaration, ce n'est pas un responsable de l'opposition mais François Bayrou. Et, de fait, on a du mal aujourd'hui à comprendre comment l'exécutif peut-il tout à la fois prétendre vouloir dialoguer avec les Gilets jaunes tout en posant comme préalable à cette discussion qu'il n'y aura pas de recul et même jamais a encore insisté hier Emmanuel Macron. Est-ce que vous pensez sincèrement, Madame Loiseau, que cette stratégie vous permettra de sortir de cette impasse ?

R - Aujourd'hui, il y a deux urgences.

Il y a une urgence climatique qui n'attend pas, et des décisions à prendre pour une transition écologique, énergétique qui est indispensable pour nous : on a longtemps dit "pour nos enfants" mais c'est également pour nous-mêmes. Nous savons que nous avons deux ans pour agir et nous savons qu'après, il sera trop tard. Notre responsabilité gouvernementale est de prendre des mesures qui permettent de réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'aller vers plus de renouvelable, de travailler sur de nouveaux transports collectifs plus propres. Ceci est une urgence, qui est d'ailleurs partagée par l'ensemble de nos compatriotes. Quand on fait le tour de France comme je l'ai fait pendant six mois, on entend parler préoccupations environnementales partout.

Et puis, il y a un mécontentement, une lassitude, une impatience qui, aujourd'hui, s'incarnent au travers des Gilets jaunes mais qui, d'une certaine manière, les dépassent. Il y a beaucoup de gens en France qui se disent : "oui j'ai un problème de pouvoir d'achat, oui j'éprouve un ras-le-bol fiscal, oui j'ai des préoccupations". Mais ces préoccupations, elles sont très nombreuses, elles sont parfois disparates, elles sont parfois contradictoires. Par exemple moi, si vous me demandez si je veux moins d'impôt et plus de dépense publique, je serais tentée de vous répondre "oui", avant de comprendre que c'est plus compliqué que ça. Donc, ce qu'il faut, c'est commencer à débattre, à débattre au plus près du terrain parce que les situations et donc les solutions peuvent être différentes d'une ville à l'autre, d'une région à l'autre. C'est ce que nous avons proposé. D'ailleurs, certains porte-parole des Gilets jaunes n'ont pas souhaité aller à Matignon car ils ont jugé que c'était trop tôt et qu'il fallait qu'ils débattent entre eux d'abord.

C'est le début d'un processus. Nous y sommes prêts et la main est naturellement tendue vers tous ceux qui veulent travailler avec nous. On ne luttera pas contre le changement climatique sans les Français.

Q - Aujourd'hui des rassemblements de Gilets jaunes sont prévus devant des lieux de pouvoir de l'Union européenne, au moment où l'Union européenne aussi essaie - répondant à une initiative portée par la France - de faire passer une taxe sur les GAFA, les géants du Net. Alors que l'on parle aujourd'hui de "ras-le-bol fiscal", que l'on parle de "deux poids - deux mesures", que ces géants du Net ne sont pas taxés, Pierre Moscovici, cette semaine, a dit qu'il était plutôt pessimiste sur la probabilité de faire passer cette taxe. Que répondez-vous aujourd'hui ?

R - C'est une nécessité et c'est une urgence. C'est une nécessité parce que l'on ne peut pas accepter que certains ne consentent pas à l'impôt en Europe alors qu'ils y gagnent de l'argent. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui avec les géants de l'Internet. C'est une urgence parce que, quand certains paient leurs impôts et d'autres non, il y a concurrence déloyale et cela empêche les champions européens de l'Internet de se développer et porte préjudice aux secteurs traditionnels. Je pense par exemple au tourisme qui est exposé à des plateformes qui ne paient pas les mêmes impôts que les acteurs traditionnels du secteur.

Il y a une nécessité, il y a une urgence et pourtant il y a une frilosité. La Commission a fait une proposition qui est une proposition raisonnable. Beaucoup d'Etats membres soutiennent cette proposition, certains hésitent encore.

Q - L'Allemagne notamment...

R - Le sujet fiscal est un sujet sur lequel les décisions ne peuvent être prises qu'à l'unanimité dans l'Union européenne, ce qui, de ce point de vue-là, est regrettable. Cela n'est pas un hasard si nous poussons, depuis un an et demi, l'idée que, sur certains projets, il faut pouvoir avancer à quelques-uns et que les autres nous rejoignent plus tard. Certains pays bloquent la taxation, soit parce qu'ils accueillent eux-mêmes des sièges de géants de l'Internet en Europe...

Q - Comme l'Irlande par exemple.

R - ...mais cela n'est plus le cas du Luxembourg, qui s'est rallié à notre proposition. L'Allemagne est hésitante, c'est un peu difficile de savoir ce qu'elle dira au Conseil européen de décembre puisqu'il y a à la fois des membres de la coalition qui sont favorables à la taxe et d'autres qui sont plus réservés. De notre côté, nous rappelons la nécessité et l'urgence de la justice fiscale. Et, à un moment où l'on voit bien que certains se disent que ce sont les petits qui paient et pas les gros, cette urgence est encore plus prégnante.

Q - Nous sommes aussi dans un contexte de "vague brune" en Europe, avec aussi les derniers sondages qui montrent le Rassemblement national de Marine Le Pen en tête des intentions de vote. Dans ce contexte-là, si la taxe sur les géants du Net ne passe pas, comment comptez-vous faire passer l'idée que la majorité pourrait incarner les progressistes face aux populistes en Europe ?

R - Vous parlez des sondages d'aujourd'hui, mais parlons déjà de la réalité d'aujourd'hui. Le premier parti politique français représenté au Parlement européen depuis 2014, c'est le Front national. Il est arrivé en premier il y a déjà quatre ans de cela. Pour quel bilan Car les sortants, en quelque sorte, ce sont eux. Premier bilan : des soupçons de détournements de fonds publics et des soupçons d'emplois fictifs. Deuxième bilan : qu'ont-ils apporté ? Qu'ont-ils proposé ? Ils ont voté contre le renforcement de la lutte contre le terrorisme au Parlement européen. Ils ont voté contre la réforme du régime des travailleurs détachés. Ils se sont opposés à ce que l'on protège la création européenne avec la réforme des droits d'auteur dans le secteur du numérique.

Nous, nous avons beaucoup de propositions pour faire en sorte que l'Europe maîtrise pleinement son destin, que ce soit face au changement climatique, que ce soit sur le numérique, que ce soit sur la défense et la sécurité, que ce soit face au défi migratoire. Ce sont des défis qui dépassent les frontières. Et, face à des défis qui ne connaissent pas les frontières, le repli national n'est pas une option.

Q - Que pensez-vous justement du décret-loi Immigration et sécurité qui est passé en Italie cette semaine ? Ce décret supprime notamment les permis de séjour pour protection humanitaire accordés jusqu'ici aux demandeurs d'asile (1 sur 4 là-bas), il permet aussi d'expulser en urgence les personnes coupables de délits. Est-ce une mesure dangereuse selon vous ?

R - C'est sans surprise compte-tenu du fait que c'était porté par la Ligue de Matteo Salvini. Il fait ce qu'il avait dit qu'il ferait. C'est contraire à nos valeurs et nous le combattons. Quand nous parlons de combats entre les progressistes et les nationalistes, cela n'est pas un combat pour des élections européennes, c'est un combat de tous les jours que nous menons pied-à-pied sur tous les grands sujets au sein de l'Union européenne.

Q - À propos du Brexit, on avance sur l'aboutissement d'un accord. Il reste maintenant à le faire valider au Parlement britannique. A-t-il une chance de passer ? Alors qu'aujourd'hui Theresa May n'a pas de majorité ?

R - Ce qui s'est passé le 25 novembre est important puisque les 27 Etats membres de l'Union européenne ont approuvé l'accord de retrait qui avait été négocié pendant plus d'un an par Michel Barnier et les Britanniques.

Le Brexit, c'est une mauvaise nouvelle. C'est une séparation, ce sera donc de toute façon moins bien qu'avant. Mais l'accord de retrait est le moins mauvais accord possible et c'est le seul possible, parce qu'au bout d'un an, toutes les options techniques ont été explorées.

Aujourd'hui, cet accord est soumis à la ratification du Parlement européen, qui a déjà donné le signal qu'il le ratifierait, et du Parlement britannique, où c'est plus compliqué. Aujourd'hui, si nous parlons et si nous faisons de l'arithmétique électorale, cela ne passe pas. Mais je ne suis pas là pour spéculer sur la politique intérieure britannique Je suis là pour rappeler le talent,

l'engagement, l'énergie, j'allais dire l'obstination, dans le bon sens du terme, de Theresa May que, parfois, certains Britanniques ont sous-estimée ; il y a eu du mépris de genre et du mépris de classe en ce qui la concerne. Ce que je vois, c'est qu'elle est toujours là, qu'elle est combattante, qu'elle croit à cet accord et qu'elle a raison.

Q - Merci Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, d'avoir été en direct et en studio avec nous aujourd'hui./.